

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 25 (1933)
Heft: 6

Artikel: Les causes du fascisme
Autor: Weber, Max
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-383914>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les causes du fascisme.

Par *Max Weber*.

Ce serait faire une grave erreur que de vouloir munir le mouvement fasciste d'une étiquette préparée depuis longtemps. Le fascisme est un phénomène très complexe. Il est en partie un mouvement national avec un certain coloris national; mais il est surtout, dans une large mesure, une vague internationale basée sur des causes internationales. Il s'agit d'un phénomène d'une très grande importance et d'une très forte puissance politique, mais qui dépend beaucoup des conditions économiques. Le fascisme est de plus un problème psychologique et ses racines pénètrent profondément dans la vie culturelle actuelle (que l'on se rende compte du rôle que jouent par exemple le film, la radio dans ce développement). Aussi important que soit le terrain économique sur lequel se développe le fascisme, il représente néanmoins un mouvement dont les causes et effets reposent en grande partie dans la vie spirituelle.

Il est impossible aujourd'hui de se faire une idée de l'ensemble. On ne pourra juger complètement le mouvement que lorsqu'on sera à même de considérer les événements actuels avec un certain recul et lorsqu'en Allemagne le développement futur aura pris une forme plus concise.

Considérée au point de vue international, la vague fasciste est sans aucun doute un mouvement de la réaction.

Quand une réaction se déclenche, elle est toujours précédée d'une action, soit d'un mouvement qui a dépassé la situation économique et la capacité de réceptivité spirituelle. Le développement social subit aujourd'hui un mouvement houleux. Durant les périodes de stagnation et de recul, il se manifeste généralement une impulsion qui appelle ensuite un contre-mouvement.

La guerre a déclenché une vague de fermentation sociale qui en Europe atteignit son point culminant de 1917 à 1920 sous la forme d'un mouvement révolutionnaire. Ce mouvement ne modifia la structure nationale que de quelques pays seulement, mais aucun Etat n'a pu se soustraire complètement à ce flux de révolution. L'impulsion la plus forte s'est produite en Russie sous la forme d'une révolution bolchévique. Une minorité ouvrière y instaura la dictature, et le parti communiste inocula dans tous les pays à une partie de la classe ouvrière l'idée que là se trouvait la voie à suivre pour se libérer et faire progresser la classe des travailleurs.

C'est là le point de départ de la réaction fasciste qui se caractérise de ce fait en toute première ligne comme mouvement contraire au bolchévisme. Nous verrons cependant que ce contre-mouvement prendra des formes toute différentes selon les pays. Cette réaction n'aurait jamais pu se développer dans une telle

mesure si le terrain n'avait pas été préparé par *l'évolution économique et sociale*.

L'économie capitaliste a tout d'abord menacé et opprimé le prolétariat industriel issu de misérables manœuvres, de paysans et surtout d'ouvriers à domicile qui étaient en même temps des petits paysans. Au cours des années, ces opprimés se sont alliés pour se défendre et avec l'aide de leurs organisations de lutte, économiques et politiques, ils ont enlevé concession après concession au capitalisme et ont ainsi amélioré leur situation. Néanmoins une grande partie de la classe ouvrière ne s'organisa pas. Même dans les pays qui passent pour avoir une organisation syndicale très développée, environ plus de la moitié des ouvriers et employés ne sont pas organisés.

L'Allemagne nous en fournit un exemple typique. Voici la classification des salariés en Allemagne d'après le recensement de 1925:

Indépendants	5,539,000	17,3 pour cent
Employés et fonctionnaires	5,274,000	16,5 » »
Ouvriers	14,434,000	45,1 » »
Personnes occupées dans une entreprise familiale dont elles sont membres	5,437,000	17,0 » »
Domestiques	1,325,000	4,1 » »
<hr/>		
Total des personnes exerçant une occupation lucrative	32,009,000	100 pour cent

L'Allemagne compte donc environ 14 millions d'ouvriers, voire même 19 millions de salariés avec les employés et fonctionnaires. Les organisations syndicales de toutes les tendances ne comptent que 8 millions d'adhérents. Il est vrai que parmi ces salariés certaines catégories, selon leur structure sociale, sont bien plus des travailleurs indépendants. Selon une enquête scientifique sur la formation sociale des ouvriers allemands *, 1,6 millions environ de salariés peuvent être considérés comme « très qualifiés ». Il reste cependant encore 15 millions de moins qualifiés (parmi lesquels quelques millions dont on ne peut définir la qualité). Un fait reste, c'est qu'une partie seulement des ouvriers industriels, proprement dits, sont syndiqués.

Au cours de l'évolution vers le haut capitalisme il s'est formé des couches sociales dans les rangs des travailleurs indépendants que le capitalisme menace et qu'il a même prolétarisées, mais qui d'autre part ne furent pas englobées par le mouvement ouvrier. Il s'agit tout d'abord d'une partie des artisans et des paysans qui lors de l'avènement des grandes entreprises ont à peine pu sauvegarder leur existence, mais qui ne trouvèrent pas place parmi le

* Prof. Théodor Geiger: Soziale Gliederung der deutschen Arbeitnehmer im Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik. Mai 1933.

prolétariat salarié. Pour en rester à l'exemple de l'Allemagne: Parmi les 5½ millions de travailleurs indépendants il y en a certainement quelques millions qui n'ont d'indépendant que le nom, mais qui en réalité dépendent complètement du capital, en particulier des banques dont ils ont obtenu des crédits.

Il s'agit à ce sujet du processus de la prolétarianisation des couches moyennes indépendantes que Marx avait prévu. Le mouvement ouvrier pensait autrefois que ces couches se rangeraient peu à peu parmi la classe ouvrière. Il n'en fut rien, tout d'abord parce qu'elles se trouvent économiquement dans une autre situation et d'autre part du fait qu'elles doivent maintenir leurs petites entreprises en raison de ce que leur mentalité différait totalement de celle du prolétariat industriel.

Les organisations ouvrières n'englobèrent pas ces milieux, elles ne pouvaient pas les englober. Le mouvement ouvrier politique n'a pu les attirer que partiellement, car en général la propagande socialiste n'a eu de succès que dans les milieux prolétariens. On ne pouvait en outre pas neutraliser ces couches dans la lutte soutenue entre le capital et le travail. Elles ne saisirent du reste jamais le sens du mouvement ouvrier. Elles ne le désiraient pas et ne le veulent pas, car malgré leur pauvreté et leur dépendance économique elles ne se sentent nullement faire partie de la classe ouvrière. Au contraire, plus elles s'abaissent au niveau économique du prolétariat industriel, si même elles ne descendent pas plus bas encore, elles cherchent d'autant plus à se distinguer de la classe ouvrière au point de vue idéologique. Il n'en est pas ainsi uniquement des petits paysans ou des petits artisans, mais d'importants groupes de salariés, surtout des fonctionnaires, employés et universitaires. Ils étaient en partie sous l'influence de la presse libérale, de tendance capitaliste, parfois même sous celle d'une feuille d'annonces qui n'a surtout rien d'anticapitaliste.

Ceux qui souffrirent de l'économie capitaliste ou qui furent menacés par elle, mais également les couches non comprises dans le mouvement ouvrier, se sont jetés dans les bras du fascisme. Ils cherchent n'importe quel moyen qui leur permettra de se libérer de leur déracinement économique. Mais, ils ne connaissent rien des tendances évolutives ni des effets du capitalisme, c'est pourquoi ils s'allient là où il y a un siècle, le libéralisme a pris naissance et de là tous leurs efforts tendent à revenir à l'ancienne forme pré-capitaliste. Ce fait ressort nettement de l'idée de l'Etat corporatif et des corporations. En ce faisant, ils croient pouvoir éliminer la lutte de classe, en quoi ils ne se rendent pas compte de la puissance prépondérante du capitalisme, ou croient pouvoir le rendre inoffensif par de simples mesures d'organisation.

En plus de ces phénomènes économiques fondamentaux, d'autres facteurs encore jouent un rôle. Nous traversons une crise de la démocratie, que le mouvement fasciste sait habilement mettre à profit. Si l'on examine la question à fond, on se rend compte

qu'il ne s'agit pas en réalité d'une crise émanant de la démocratie, mais bien plus d'une *crise de la société capitaliste*. Il est certain que la dispersion des partis, la politique de marchandage qui en résulte, ainsi que mainte application fausse inélégante des formes démocratiques sont des causes de méfiance à l'égard de la démocratie. Mais le travail de sape accompli par l'évolution économique au détriment de la démocratie est plus décisif encore. Le libéralisme s'était rallié en son temps aux idées démocratiques, parce que c'est grâce à ce moyen que les nobles et le clergé, qui régnaient alors, ont été détrônés et que les maîtres du capitalisme prirent les rênes de l'Etat en mains. Plus le mouvement ouvrier gagna du terrain, plus ses revendications furent acceptées, moins les profiteurs de la démocratie d'alors ont actuellement intérêt à son maintien. De plus, la foi qu'avaient les milieux prolétariens dans l'évolution démocratique, a été fortement ébranlée, parce que la forme démocratique de l'Etat peut facilement être employée abusivement dans l'économie par la ploutocratie. A cela vient s'ajouter le fait que par suite de qualités médiocres d'un gouvernement démocratique et d'une politique constante de compromis, d'aucuns réclament un chef (Führer) et ceux qui l'exigent avec le plus de véhémence sont précisément, ceux qui jusque là ne s'étaient jamais occupés de l'évolution politique. C'est de là qu'émanent les tendances à la dictature.

La dictature fasciste a été préparée intellectuellement par le bolchévisme, les principes de même que la tactique du mouvement communiste ont une très grande analogie avec le fascisme, il représente pour lui la meilleure terre nourricière. Les événements d'Allemagne l'ont prouvé puisque les masses ouvrières imbuës de l'idéologie communiste ont passé relativement facilement dans le camp adverse et qu'en usant de la même tactique, ils se sont trouvés rapidement à l'aise dans leur nouvelle situation. C'est là un avertissement pour ceux qui croient devoir marcher dans la mesure du possible, dans les vues des communistes pour leur prouver qu'ils sont entièrement en faveur des revendications ouvrières. Toute concession sur les principes ou la tactique affaiblit notre propre conception.

Quiconque approuve les méthodes de violence, méprise la liberté personnelle et admet que la liberté d'évolution des organisations économiques indépendantes soit entravée, peut agir ainsi en vue d'un but autre que celui avoué tout d'abord. Le bolchévisme et le fascisme sont deux frères jumeaux. Ils pratiquent les mêmes méthodes pour chercher à imposer leur domination politique. Toute dictature éprouve le besoin de remplacer les démocratiques droits de collaboration du peuple par un appareil quelconque qui soit en même temps pour la dictature un solide appui. Cet appareil a été trouvé sous forme d'un système de corporations comme le système des conseils russes. L'on vante le mérite de ces formes d'organisation en disant que « l'économie

doit être dépolitisée » (entpolitisiert). En réalité, c'est mêler la politique aux questions économiques, comme jamais elle ne le fut. Par ce moyen, toutes les organisations économiques autonomes sont éliminées et l'appareil économique créé par le dictateur devient plus sûr que le parlement le plus accommodant. Le bolchévisme avait naturellement besoin de ce système pour créer son économie étatiste, tandis qu'il n'était que pure façade pour le fascisme.

En cherchant à donner une base organique à la dictature, le fascisme répond en même temps aux aspirations corporatistes des classes moyennes anti-capitalistes qui espèrent obtenir par là plus d'influence.

Le fascisme rallie les foules avec le mot d'ordre : « contre le marxisme ». Il paraît tout d'abord paradoxal que les classes moyennes prolétarisées renient avec amertume l'enseignement qui a prévu leur destinée il y a déjà quelques dizaines d'années. Cette attitude n'exprime au fond qu'une défense instinctive contre leur déracinement économique. Ils ne veulent pas choir dans le prolétariat, ils ne veulent pas non plus comme lui entreprendre la lutte contre le capitalisme, en d'autres termes : Ils ont peur de tirer la conclusion logique de leur situation. Leur haine va donc au mouvement qui les classe parmi les prolétaires. Henri de Man a fort bien dépeint cette psychologie dans son livre « Sozialismus und Nationalismus » (socialisme et fascisme national [Alfred Protte, éditeur, Potsdam]).

Des années de propagande dans la presse et au cours de luttes politiques ont naturellement fait pénétrer l'« anti-marxisme » et, dès que les adversaires du mouvement ouvrier ont reconnu l'efficacité de ce mot d'ordre, ils l'exploitèrent de toutes leurs forces pour détourner l'attention des discussions objectives engagées par les groupements anti-capitalistes. Cette tactique leur a été facilitée dans certains pays par l'attitude même du mouvement ouvrier qui souvent s'est laissé entraîner sur ce terrain de lutte idéologique dans lequel les phrases creuses ont tant de succès.

Malgré les nombreux facteurs mentionnés jusqu'ici, le fascisme n'aurait pas pris aussi rapidement un tel essor si les masses n'y avaient pas été préparées *spirituellement* de longue date (pour autant que l'on puisse parler d'esprit), ce que l'on peut également attribuer à des raisons économiques.

Au cours des dix dernières années, la rationalisation a englobé également les professions qui n'en avaient pas encore subi les atteintes, en particulier les employés. Cette mécanisation du travail ne pouvait se faire sans avoir des suites graves sur la vie intellectuelle, l'engourdissement et l'indifférence au travail, le besoin de se distraire pendant les heures de loisir, telles en sont les conséquences logiques. Non seulement la rationalisation dans les bureaux a fait disparaître l'habitude de penser, mais les industries de plaisir, tel que le cinéma par exemple, y contribue puis-

samment. En tenant compte de ce fait, on ne s'étonne plus au même degré du résultat de mouvements qui ne demandent qu'une chose à l'intelligence de l'homme: de ne pas fonctionner. « Lorsque le travail est mécanisé et dénué d'intérêt comme il l'est actuellement pour la grande masse des employés, il ne faut pas s'étonner si les réactions politiques et culturelles se font sur la base de la moindre résistance intellectuelle et si l'homme, qui n'a rien à dire dans son travail, semble n'avoir rien à dire dans la politique. » (de Man.)

Le fascisme peut donc se baser sur les habitudes de la vie s'il remplit les cerveaux de formules mécaniques qui rendent toute action de pensée superflue. Ce qu'il y a de tragique, c'est que la révolte des ouvriers et des employés prolétarisés et rationalisés contre la monotonie de leur vie due au capitalisme, contre tout ce que l'économie leur a enlevé d'humain, se manifeste dans un revirement immédiat de leurs conceptions politiques et économiques. De là cet engouement pour les mots d'ordre, les utopies, le mysticisme.

De plus, il ne faut pas méconnaître que le fascisme opère habilement en faisant appel aux sentiments et par la suggestion des masses. Cette réceptivité est également due en grande partie à la mécanisation forcée du travail. C'est là le secret du succès étonnant qu'a rencontré le nationalisme comme aussi le symbolisme (uniformes, drapeaux, formes de salut).

Le fascisme n'est non seulement un problème de la psychologie des masses, mais encore de la psychologie individuelle. Le fait que tant de gens se rallient au mouvement fasciste et figurent même en tête, alors que jusque là ils n'ont jamais joué un rôle quelconque ailleurs, n'est pas dû au hasard seul. La plupart des chefs sont des hommes qui ont échoué dans la vie civile et qui n'avaient pas pu jusqu'alors satisfaire suffisamment leur besoin d'être quelqu'un. D'autres eurent à souffrir des attaques du mouvement ouvrier (Hitler par exemple fut mis hors d'état de travailler par les syndicats), ils sont donc assoiffés de haine contre les syndicats et le socialisme.

Le fascisme se trouvera dans une impasse tout d'abord en poursuivant son but économique. Il groupe, il est vrai, les masses anti-capitalistes, non socialisantes, mais il ne les pousse pas tout d'abord contre le capitalisme auquel ils doivent leur situation, mais contre le mouvement carrément anti-capitaliste du socialisme.

Il n'est pas à même d'expliquer l'évolution économique mais des ressentiments l'empêchent de reconnaître le bien-fondé des principes marxistes, qui pourraient être d'une importance capitale pour lui. Cette tactique n'est basée que sur le présent, sans tenir compte des grandes lignes de l'évolution. Il s'évertue à faire reculer l'évolution, du moins idéologiquement. En réalité, il s'avère *un excellent pilier du capitalisme*. Oui, nous verrons que pour

nombre de pays sa mission historique sera d'encourager l'évolution vers le grand capitalisme.

Les facteurs que nous avons mentionnés jusqu'ici, ont eu une importance générale pour l'arrivée au pouvoir du fascisme. Il nous reste à relater certaines particularités de son développement dans plusieurs pays. Nous nous bornerons aux types les plus importants, l'Italie et l'Allemagne.

Italie.

Dans un exposé très intéressant, le Dr Franz Borkenau émet l'opinion qu'en Italie, le fascisme a pour tâche de faire prospérer le capitalisme trop longtemps retardé. Jusqu'à la guerre, l'Italie était surtout un pays agraire, malgré de nombreux centres industriels dans le nord. L'industrie était mal organisée, les ouvriers ne se prêtaient pas à la rationalisation, en un mot : le capitalisme ne pouvait pas se déployer comme il aurait fallu. La forme démocratique, qui avait été instaurée en Italie, a un degré de développement économique antérieur à celle de la plupart des autres pays, a entravé l'épanouissement de son économie retardée. On n'y rencontrait pas une puissante classe bourgeoise capitaliste, sur laquelle les forces capitalistes auraient pu se reposer. Par contre, le mouvement socialiste prit un grand essor, et des partis bourgeois mêmes, tel que le parti populaire catholique n'était pas absolument en faveur du capitalisme, dans ses conceptions. Après la guerre, le mouvement ouvrier put poursuivre sa marche en avant ; il rencontra peu de résistance et se laissa tenter par l'idée d'occuper les fabriques, mais sans désirer ni avoir les possibilités pratiques de prendre la direction de l'économie et de l'industrie en mains. Il devait se produire une vive réaction. Borkenau est d'avis que le rapide succès du fascisme provient de ce qu'il a voulu remonter l'économie qui fonctionnait mal et ouvrir la voie au capitalisme qui ne pouvait pas se déployer à son gré. Il est exact en effet que Mussolini, malgré ses déclarations concernant la « protection du travail », poursuit pratiquement une *politique patronale*.

C'est en Italie que la baisse des salaires a été appliquée en premier lieu et sans rencontrer aucune résistance, comme moyen de combattre la crise, car les organisations de lutte du mouvement ouvrier étaient dispersées et les corporations sont un instrument des plus dociles entre les mains du dictateur.

Il est certain que cet exposé ne fait pas mention de tous les facteurs qui ont contribué au succès du fascisme en Italie. Un fait est sûr, c'est que le fascisme italien est, dans une très forte mesure, une réaction contre les méthodes du mouvement ouvrier. D'un autre côté, il faut également tenir compte que les conditions pour répandre l'opposition économique et sociale sur le terrain démocratique étaient peu favorables en Italie, du fait du grand nombre d'illettrés que l'on trouvait encore dans le sud. La grande

industrie avait donc beau jeu lorsqu'elle s'allia au fascisme. Dans les pays dont le développement capitaliste est encore plus en retard qu'en Italie, il se peut que le fascisme joue le rôle que Borkenau attribue à l'Italie. Cela est vrai, peut-être pour certains pays de l'Europe orientale où les ouvriers sont soumis au knout fasciste, tandis que le capital industriel jouit de toute liberté d'action. Dans certains pays, ce sont cependant les *gros agrariens* qui font usage de la dictature pour maintenir leur pouvoir. Le contraire peut se produire, soit que le fascisme se montre soudain adversaire de l'industrie. Borkenau cite à ce sujet comme exemple la Finlande, la Roumanie, la Bulgarie.

L'Allemagne.

En Allemagne, le grand capitalisme s'est imposé depuis longtemps. Le mouvement ouvrier n'exerce certainement pas d'influence hostile à l'économie. Le fascisme n'apportera aucune sorte d'avantage à l'économie de ce pays. C'est là le résultat d'une série de facteurs particuliers, comme la domination de l'Allemagne par le fascisme est également un cas tout spécial.

On a prétendu souvent que Hitler devait à toute une série de simples hasards le fait d'avoir pu s'emparer du pouvoir. Il se peut que ce soit plus ou moins au hasard qu'il doit d'être au pouvoir en ce moment. La réussite du mouvement national-socialiste ne saurait cependant être imputée uniquement à des hasards et la tactique même des socialistes démocrates allemands et des syndicats n'est pas une explication satisfaisante. Les causes principales en Allemagne, également sont d'ordre économique et social.

L'Allemagne a *perdu* la guerre. Le terrain favorable à un développement renforcé du nationalisme était donc tout trouvé. La tactique suivie par les puissances de l'Entente a encore fructifié ce terrain en accordant de plus en plus de concessions au fur et à mesure que la vague nationaliste montait.

L'Allemagne subit ensuite une catastrophe économique par *l'inflation*. Par suite de cette inflation la concentration capitaliste fut fortement encouragée. Les classes moyennes furent radicalement dépouillées, surtout les fonctionnaires et les employés, mais les artisans et les paysans perdirent également leurs économies. La *prolétarisation*, qui avait déjà atteint de larges couches par suite de la concentration capitaliste, s'étendit donc *sur toutes les classes moyennes de la bourgeoisie*. Ces répercussions de l'inflation donnèrent plus que tout autre facteur l'impulsion au national-socialisme en Allemagne.

Après l'inflation, l'Allemagne subit pendant plusieurs années une terrible *crise économique* qui jeta des millions d'ouvriers et d'employés sur le pavé. Par suite de la réduction des indemnités de chômage, ces masses furent vouées à la misère. La scission qui s'est produite dans la classe ouvrière s'explique en grande partie par le fait que l'idéologie communiste fit de nombreux adeptes

parmi les sans-travail, tandis que les ouvriers qui avaient encore le privilège de travailler, restèrent fidèles à la tactique sociale-démocrate. La jeunesse en particulier eut beaucoup à souffrir du chômage. Il y eut et il y a encore des centaines de milliers de jeunes gens qui n'ont jamais eu d'occupation régulière. Il était impossible d'enrôler ces masses dans le mouvement syndical, elles adhèrent en masse au national-socialisme qui leur promet monts et merveilles et leur offrit des possibilités d'activité.

De plus, il n'y a pas à contester qu'en Allemagne l'industrie lourde et la propriété foncière ont soutenu le mouvement national-socialiste, en particulier par un large financement. Elles en escomptaient le déclin du mouvement ouvrier et un moyen de parer aux revendications qui ne leur agréaient pas.

L'impossibilité où se trouva le mouvement ouvrier en Allemagne d'englober toutes les couches moyennes du prolétariat, a été particulièrement néfaste. La grande masse des travailleurs organisés, restés fidèles à leurs principes, ne représentaient malheureusement que le tiers des électeurs, ils ne pouvaient contenir le flot fasciste. Cela d'autant moins que ce tiers était encore divisé en deux camps qui se livraient mutuellement une âpre lutte et entre lesquels il n'y avait pas d'entente possible. Cela ne suffisait pas en outre, parce que toute la bourgeoisie, à l'exception du centre catholique, était livrée au national-socialisme, faute d'une tradition de parti nettement bourgeoise. S'il avait été possible d'opérer une scission dans l'une ou l'autre des couches formant le front fasciste ou du moins de la neutraliser, par exemple la classe des employés, ou des petits et moyens paysans, une lutte défensive eut pu l'emporter.

En Europe occidentale, en particulier en *France* et en *Angleterre*, on a observé jusqu'à présent de minimes tentatives d'un mouvement fasciste. Le lecteur s'expliquera le fait de lui-même, la plupart des facteurs que nous avons mentionnés ici comme étant cause du fascisme, ne jouent pas de rôle dans ces pays ou du moins l'influence qu'ils peuvent avoir est des plus insignifiantes.

Nous consacrerons un article spécial à la situation en Suisse.

Après le 28 mai!

La solidarité des ouvriers a remporté la victoire! C'est par une majorité inattendue que la loi sur la baisse des salaires du personnel fédéral a été rejetée. Le lien de la solidarité qui lie les salariés, les ouvriers de l'industrie, les fonctionnaires, les employés et les chômeurs ainsi que la grande partie des paysans, a prouvé une fois de plus combien il est solide. Et, nous sommes persuadés, que le personnel fédéral dont les revendications étaient plus spécialement en cause cette fois-ci, saura également faire preuve de solidarité envers les ouvriers de l'industrie privée lorsque l'occasion se présentera.